

Sommaire

Fonctionnaires

Un annuaire statistique du personnel de l'Etat vulgarisée

Le Jour Plus - vendredi 13 décembre 2019

La centrale syndicale Dignité rend hommage à Amadou Gon Coulibaly

Le Jour Plus - vendredi 13 décembre 2019

Gnagna Zady Théodore : «nous exigeons la suspension car mal ficelé»

Le Quotidien d'Abidjan - vendredi 13 décembre 2019

Société

Le couple présidentiel au chevet de la famille éplorée

Le Rassemblement - jeudi 12 décembre 2019

Plus de 80 élèves interpellés par la police

Le Quotidien d'Abidjan - vendredi 13 décembre 2019

Politique

Amadou Gon Coulibaly lance de grands projets d'un coût de 14,61 milliards de FCfa

Fraternité Matin - vendredi 13 décembre 2019

Alassane Ouattara apporte son soutien au peuple nigérien et à son président

Le Jour Plus - vendredi 13 décembre 2019

Le Rhdg réagit à la décision de la Cour africaine

Le Jour Plus - vendredi 13 décembre 2019

Que s'est-il passé entre Ouattara et Amon Tanoh chez Poutine ?

Le Nouveau Réveil - vendredi 13 décembre 2019

Bédié et Gbagbo décident : Tout va changer!

Le Nouveau Courrier - vendredi 13 décembre 2019



Redynamisation de la Fonction publique / Pour une meilleure prise de décision éclairée dans le recrutement des agents de l'Administration publique, le ministère de la Fonction publique a organisé le jeudi 12 décembre 2019, une cérémonie de présentation et de diffusion de "l'annuaire statistique 2016-2017".

Un annuaire statistique du personnel de l'Etat vulgarisée



Le ministre Issa Coulibaly, 1er à droite, et le gouvernement ont vulgarisé la 2ème édition de l'annuaire statistique de la Fonction publique.

Pour une meilleure prise de décision éclairée dans le recrutement des agents de l'Administration publique, le ministère de la Fonction publique a organisé le jeudi 12 décembre 2019, une cérémonie de présentation et de diffusion de "l'annuaire statistique 2016-2017". Cette rencontre qui s'est tenue sous la présidence du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, à l'auditorium de la Primature au Plateau, est à sa 2ème édition. Il s'agit de gérer au mieux, les effectifs des fonctionnaires et agents de l'Etat. Ainsi que les dépenses liées au personnel, la formation du personnel, les distinctions disciplinaires et la modernisation de l'Administration. Pour le général Issa Coulibaly, ministre de la Fonction publique, cet instrument vient à point nommé renforcer l'efficacité et la performance de l'Administration publique. Les décideurs pourront s'en servir pour analyser l'évolution des effectifs des agents dans tous les secteurs de l'Administration. Surtout les flux d'entrées et de sorties et les dépenses des personnels civils de l'Etat. Dans sa présentation du document, Dr Alima Kamara, directrice de la Planification, des statistiques et de l'évaluation, a signifié qu'il a eu une collecte de données issues des directions de systèmes d'informations du ministère de tutelle, de la solde du ministère en charge du Budget et de la collecte de données sur supports physiques, tels que les tableaux à renseigner, des tableaux préétablis renseignés constituant les données primaires. Et ce document stratégique est structuré en 2 grandes parties. A savoir les statistiques de l'Administration publique et celles du ministère en charge de la Fonction publique. Et il ressort qu'en termes de promotion du genre, en 2014 l'on a enregistré 30% de femmes contre 70% d'hommes intégrés à la Fonction publique. Et en 2017, 32%

de femmes contre 68% d'hommes. « Cet annuaire, un document d'informations techniques, a généralement pour objet de fournir annuellement aux décideurs et aux usagers des services publics, des données chiffrées sur les résultats des activités et des statistiques officielles utiles à l'analyse, à la formulation et à la prise de décisions éclairées et pragmatiques. », a expliqué le ministre Issa Coulibaly. Selon lui, ces données de l'annuaire fournissent aux décideurs, les opportunités de projection sur l'évolution des effectifs et des charges annuelles subséquentes. Très heureuse du travail abattu, la représentante du Pm, le ministre du Plan et du développement, Nialé Kaba, a salué son collègue et ses collaborateurs.

A. COULIBALY

Déblocage des salaires des fonctionnaires / Ouvert hier par le Premier ministre Amadou Gon, le 5ème congrès ordinaire de la centrale syndicale Dignité se tient du 12 au 14 décembre, à Bingerville.

La centrale syndicale Dignité rend hommage à Amadou Gon Coulibaly



Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly a toujours eu une oreille attentive aux doléances des fonctionnaires et agents de l'Etat .

Les actions du gouvernement ivoirien et de son premier chef, Amadou Gon Coulibaly ont été reconnues par l'une des grandes centrales syndicales de Côte d'Ivoire. Au cours de la cérémonie officielle du 5ème congrès de la Confédération ivoirienne des syndicats libres (Cisl)- Dignité, hier au Centre national du matériel scientifique à Cocody, le président de cette centrale, Elie Boga Dago, a rendu un vibrant hommage au Premier ministre Amadou Gon Coulibaly pour avoir fait droit aux travailleurs de Côte d'Ivoire. Cette reconnaissance s'est faite en présence des autres centrales syndicales et plusieurs autres organisations syndicales venues de toutes les contrées du pays. Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, parrain de ce 5ème congrès de la centrale Dignité, placé sous le thème "La centrale Dignité face au défi de l'autonomie financière et à la consolidation de son leadership", était représenté par le ministre des Mines et de la géologie, Jean Claude Kouassi. Selon lui, tous les jours le chef du gouvernement montre, au quotidien, sa détermination à agir vite et bien, c'est-à-dire, à réaliser les réformes indispensables à l'amélioration des conditions de travail et de vie de nos populations. Il a réitéré la volonté du gouvernement à s'attaquer au chômage, cause première de l'exclusion parce que synonyme d'absence de revenu, de logement, d'identité, de dignité, de but dans la vie, et parce que facteur de désagrégation sociale. Il a également souligné la détermination du gouvernement à étendre le régime de sécurité sociale aux travailleurs indépendants et mettre en œuvre le régime de retraite complémentaire par capitalisation au profit des travailleurs des secteurs public et privé. L'émissaire du Premier ministre, a déclaré que

pour relever ces défis, le gouvernement a fait le choix de mettre en place des structures plus adaptées et un processus de dialogue social fécond, seuls capables de permettre d'échanger, en bonne intelligence, autour des questions économiques et sociales majeures, de promouvoir la bonne gouvernance, de favoriser la paix et la stabilité sociale et de stimuler l'économie du pays. « Si pour dialoguer, il faut au moins être deux, alors pour un dialogue social efficace, il faut avoir en face des pouvoirs publics des syndicats suffisamment représentatifs. C'est pourquoi, nous avons choisi d'organiser les élections professionnelles », a-t-il fait savoir. Selon lui, ces élections sont le moyen par lequel les travailleuses et les travailleurs se choisissent, en toute liberté, leurs représentants et donnent ainsi à l'Etat, des interlocuteurs fiables, aptes à être les porte-paroles des salariés dont ils sont appelés à défendre les intérêts. Car pour lui, l'Etat veut consolider la démocratie et la paix sociale en vue de permettre aux pouvoirs publics et au secteur privé de se consacrer résolument à leur mission de développement sans craindre une remise en cause des accords conclus avec les partenaires sociaux.

AIMÉ AKA

ARRIMAGE CMU / MUGEFCI / La plateforme nationale des fonctionnaires a animé récemment une conférence de presse à son siège au II Plateaux.

Gnagna Zady Théodore : « nous exigeons la suspension car mal ficelé »



Gnagna Zady, président de la plateforme nationale des fonctionnaires

de tuer la CMU qui ne peut être rejetée du revers de la main, sans qu'on sache ce qu'elle renferme », a fait savoir le président de la plateforme nationale.

ESTER TANO

La plateforme nationale des fonctionnaires a animé récemment une conférence de presse à son siège au II Plateaux. L'objectif était de faire la motion de protestation contre l'arrimage MUGEFCI /CMU et de féliciter les fonctionnaires de Côte d'Ivoire pour leur mobilisation extraordinaire à faire bouger les choses. Il en est ressorti de la lecture de la motion de protestation qu'au vu de la loi NO 2014-131 du 24 mars 2014, instituant la Couverture Maladie Universelle (CMU) et le décret 2017-194 du 22 mars 2017 instituant le régime complémentaire obligatoire à la CMU en faveur des fonctionnaires et agents de l'Etat, le confort des soins des fonctionnaires ainsi que celui de leur famille s'est dégradé créant un flou total. Et depuis le 18 octobre 2019, date d'entrée en vigueur de l'arrimage MUGEFCI/ CMU. Face à ces difficultés, aucune solution n'a été proposée vu que ces structures se rejettent les responsabilités. « Aussi, la CMU, plutôt que d'œuvrer à rechercher une solution aux problèmes des fonctionnaires au regard de la part patronale, profite de cette situation confuse pour leur vendre une carte qui institue ainsi la discrimination entre les mutualistes ». Estimant que tous ces problèmes sont dus à l'arrimage précipité MUGEF-CI à la CMU, nous les fonctionnaires de Côte d'Ivoire exigeons la suspension de cet arrimage et demandons que l'Etat, initiateur de ce projet mette tout en œuvre afin que les fonctionnaires retrouvent le bien-être initial », a-t-il précisé. Le président Gnagna Zady, affirme également que les fonctionnaires ne sont pas contre l'arrimage en tant que tel, mais veut que cet arrimage se fasse de façon transparente. Il souhaite que l'Etat permette aux fonctionnaires de retrouver leur niveau de prise en charge sanitaire. « Nous devons réétudier les choses, sinon si nous ne prenons garde l'arrimage de la Mugef-Ci à la CMU risque



Décès du président Charles Koffi Diby

Le couple présidentiel au chevet de la famille éplorée



La Première dame adressant ses mots de compassion à l'épouse du défunt

Première dame a remis une enveloppe de 5 millions FCFA à la famille. Kouamé Bernard, porte-parole, a traduit toute la reconnaissance de la famille, de l'épouse et des enfants Diby. A l'en croire, la présence de la Première dame est non seulement un soutien, mais une source de réconfort pour la famille. Il a promis informer officiellement le président de la République, du programme des obsèques. Source : Sercom Première dame

Le couple présidentiel a été fortement ébranlé par le décès de Charles Koffi Diby, président du Conseil économique, social, environnemental et culturelle 07 décembre 2019. Aussi, quelques jours après l'annonce de cette terrible nouvelle, il a tenu dans la pure tradition akan à aller prendre sa part dans l'organisation des obsèques du défunt. C'est ainsi que la Première dame, Dominique Ouattara, s'est rendue, hier mercredi 11 décembre, au domicile du défunt, à la Riviera, au chevet de la famille éplorée, afin de traduire non seulement le soutien, mais aussi, les condoléances du couple présidentiel ivoirien. C'est à la tête d'une forte délégation composée de Clarisse Duncan, épouse du vice-président de la République, Maurice Kouakou Bandama, ministre de la Culture et de la Francophonie, Anne Désirée Ouloto, ministre de la Salubrité et de l'Assainissement, Mariatou Koné, ministre de la Solidarité, de la Cohésion sociale et de la Lutte contre la Pauvreté, Raymonde Goudou Coffie, ministre de la Modernisation de l'administration et de l'Innovation du service public, de plusieurs épouses de présidents d'institutions et des membres de son cabinet, que l'épouse du chef de l'Etat a effectué le déplacement au domicile du défunt. Aux membres de la famille en général et à Béatrice Diby, épouse du président du CESEC, Maurice Kouakou Bandama a rappelé les liens étroits qui liaient le couple Ouattara au disparu. "La nouvelle qui a conduit la Première dame en ces lieux est la nouvelle du rappel à Dieu de son frère, Charles Koffi Diby. La Première dame me charge, en son nom et au nom du président de la République, de vous dire "yako". Le décès du président Charles Diby Koffi, leur frère, les touche énormément. Le président Diby, au-delà de ses hautes charges, était un frère pour le président de la République et son épouse", a expliqué le ministre, par ailleurs porte-parole de la délégation. Il a aussi expliqué que le couple présidentiel a surtout tenu à venir prendre sa part dans l'organisation des obsèques du disparu. Ainsi, la



MANIFESTATION DES ÉLÈVES POUR LES CONGÉS ANTICIPÉS

Plus de 80 élèves interpellés par la police



Plus de 80 élèves interpellés par la police

Malgré l'arrêté ministériel fixant la période de congés, ces élèves ont décidé d'anticiper, on ne sait pourquoi, leur départ en congés. Les dernières manifestations, par eux organisées ont connu un bilan lourd dans leurs rangs. En dix jours, trois élèves ont été tués, 80 mineurs interpellés et 56 déférés devant des parquets.

Plus rien ne va dans le système éducatif ivoirien. Il ne se passe plus de jour sans qu'on ne parle de violence à l'école. A preuve, plusieurs établissements secondaires du district d'Abidjan ont suspendu les cours à cause des agissements des élèves. De Yopougon à Korhogo en passant par Koumassi, Marcory, Abobo et Yamoussoukro, des établissements secondaires se sont vus dans l'obligation de suspendre les cours pour échapper à la barbarie des apprenants indisciplinés. en seulement six jours, les affrontements ont fait trois morts, à Anyama, Daloa et Dimbokro. Hier jeudi 12 décembre, c'est la ville de Sassandra qui est rentrée dans la danse. Selon des informations de sources basées dans la région, des groupes d'élèves ont fait arrêter les cours dans les établissements secondaires par des jets de pierres. Ce qui a encore provoqué des affrontements entre des élèves qui ne voulaient pas sortir des salles de classe et les perturbateurs.

Réaction de Kandia Camara Les autorités ne veulent pas rester silencieuses face à ces actes qui dégradent le système éducatif ivoirien. Elles annoncent la radiation des élèves qui ont commis ces actes des établissements publics et privés de Côte d'Ivoire. « Tous les enfants qui ont commis les actes seront radiés de tous les établissements

publics et privés », a annoncé Kandia Camara, ce mercredi 11 décembre dernier lors d'une réunion à Cocody avec les parents d'élèves et des membres du gouvernement. « Nous n'allons pas nous arrêter là. Les parents seront tenus de rembourser les frais des casses dans les établissements vandalisés », a-t-elle prévenu, non sans lancer un message d'avertissement aux parents d'élèves. « On ne veut pas voir un parent venir demander pardon au gouvernement ». Quant à Diomandé Vagondo, ministre de la Sécurité et de la Protection civile, il a fait le point des six jours de violence. Selon lui, à Abidjan, les cours ont été perturbés. 20 personnes ont été interpellées et 14 déférées. A Abengourou, deux élèves ont été déférés. A Daloa, 14 personnes ont été interpellées et toutes déférées. A Gagnoa, 33 élèves interpellés et 15 déférés. Et à SanPedro 11 élèves interpellés et déférés. Poursuivant le général Diomandé Vagondo a indiqué que ce n'est pas à la police et à la gendarmerie de se substituer des parents d'élèves et des enseignants. « Cette rencontre vient à point nommé pour que chacun prenne la mesure de la situation. Il faut que chacun comprenne qu'on soit élève ou pas, on répond de ses actes devant la justice. L'esprit de civisme doit nous guider nous tous. Que chacun de nous assume ses responsabilités d'éducateurs », a-t-il indiqué. 80 élèves et des individus hors du système éducatif, ont été interpellés et 56 ont été déférés devant les tribunaux.

La FESCI réagit Joint au téléphone Allah Saint-Clair, secrétaire général de la Fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI) a exigé la libération immédiate de tous les élèves arrêtés. « Ce sont les enfants de 12 à 13 ans qui ne savent pas ce qu'ils font. On arrête parfois des innocents sans aucune enquête préalable. Et pourtant les microbes qui tuent sauvagement d'innocentes personnes n'ont jamais été inquiétés », s'est-il offusqué. Aux dires du SG de la FESCI, une tournée de sensibilisation sera organisée à l'endroit des élèves et de tous les partenaires du système éducatif. « Je demande aux autorités de se joindre à nous dans cette tournée de sensibilisation qui prendra fin le 20 décembre prochain afin de mettre un terme aux violences dans les écoles ivoiriennes ». Devant cette forme d'incivisme notoire, qui gangrene l'école ivoirienne à l'approche des congés de Noël, le gouvernement aurait dû prévenir depuis le début de la rentrée scolaire 2019-2020.

Accès à l'eau potable à Abobo / Le projet est financé dans le cadre du Programme de conversion de dettes (Pcd) en projets de développement entre la République de Côte d'Ivoire et le royaume d'Espagne, deux pays qui entretiennent d'excellentes relations.

Amadou Gon Coulibaly lance de grands projets d'un coût de 14,61 milliards de FCfa



Le lancement des travaux d'amélioration de l'accès à l'eau potable à Abobo s'est concrétisé par la pose de la première pierre de l'ouvrage à réaliser.

Dans le quartier populaire d'Abobo où il était hier, le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly a lancé, depuis la mairie de cette commune, les travaux de construction et d'équipement d'un château d'eau de 5000 m³. Coût de l'opération : 5,25 milliards de FCfa. Le coup de pelle symbolique a eu lieu à la grande joie des populations venues massivement mais également des membres du gouvernement et des Partenaires techniques et financiers (Ptf). En plus de la construction du château d'eau de 5000 m³ à Abobo Avocatier sur une tour de 30 mètres, il est prévu le renouvellement, l'extension de réseaux et branchements mais également la réhabilitation du château d'eau existant de 5000 m³ dans ce même sous-quartier d'Abobo. L'ensemble de ces travaux, à réaliser en 24 mois par le groupement Franzetti-CI et Btd Espagne, est évalué à 14,61 milliards de FCfa. Il est financé dans le cadre du Programme de conversion de dettes (Pcd) en projets de développement entre la République de Côte d'Ivoire et le royaume d'Espagne, deux pays qui entretiennent d'excellentes relations depuis plusieurs décennies. Selon son ambassadeur en Côte d'Ivoire, Ricardo Lopez, en 2012 son pays a annulé 113 milliards de FCfa de dette au profit de la Côte d'Ivoire, puis 70 milliards de FCfa en 2017. Le stock de la dette convertie est actuellement estimé à 34 milliards de FCfa. Tout en rassurant qu'à partir de 2020,

l'Espagne va renforcer sa présence sur le terrain économique. Le diplomate a salué le Programme social du gouvernement (PsGouv) « qui vise le développement ». Le maire d'Abobo, Hamed Bakayoko, par ailleurs ministre d'Etat, ministre de la Défense, a félicité le Premier ministre, patron de la cérémonie de ce projet qui apporte « l'espérance d'avoir de l'eau pour tous ». L'objectif pour le gouvernement et son partenaire espagnol, en lançant ces travaux, est de contribuer à l'amélioration de la desserte en eau potable dans cette commune où logent plus d'un million d'habitants, par le renforcement de la capacité de stockage, en adéquation avec la production. Le projet intervient dans un contexte où la capacité actuelle de stockage de la commune d'Abobo est de 10 000 m³ répartie entre le réservoir de N'Dotré (5000 m³) et le Château d'Eau d'Abobo Avocatier également de 5000 m³. La construction du nouveau réservoir de 5000 m³ devrait contribuer à combler le gap, surtout que la capacité de stockage requise pour la commune est de 17 000 m³. « Cette cérémonie est importante. C'est également un moment important de célébrer l'instrument qui apporte la vie, l'eau », s'est félicité Laurent Tchagba, ministre de l'Hydraulique. Dans son intervention, le Premier ministre qui a félicité le maire d'Abobo pour le travail abattu dans cette commune, a annoncé la construction d'un Centre hospitalier universitaire (Chu) et d'un échangeur, à partir de 2020. Aussi, Amadou Gon Coulibaly a-t-il appelé les Ivoiriens à promouvoir la paix pour le « développement » de la Côte d'Ivoire. Pour le chef du gouvernement, « l'accès des populations à l'eau est une priorité ». C'est pourquoi, depuis 2011, l'Etat a entrepris d'importants investissements dans tout le pays et mis en place le « Programme eau pour tous ». À Abidjan, ville de plus de cinq millions d'habitants, la capacité en eau a doublé. La ville dispose désormais d'une quantité suffisante. Le défi aujourd'hui est la distribution par la réalisation de canalisations.

ANOH KOUAO

Attaque meurtrière à Niamey mardi dernier / Le chef de l'Etat, Alassane Ouattara, a exprimé sa compassion à son homologue nigérien Mahamadou Issoufou après l'attaque meurtrière d'une base militaire à l'ouest du pays par des quidams armés.

Alassane Ouattara apporte son soutien au peuple nigérien et à son président

Attaque djihadiste Alassane Ouattara apporte son soutien au peuple nigérien



le soutien de ses homologues qui ont exprimé leur indignation face à ce qu'ils appellent actes ignobles. Le mercredi, dans la soirée, le ministère de la Défense a donné un premier bilan officiel particulièrement lourd. Soixante-et-onze militaires ont trouvé la mort dans cette attaque, dont le chef de garnison et son adjoint. Les autorités dénombrent une douzaine de blessés et certains militaires sont également portés disparus. Hier jeudi, des patrouilles nigériennes ratissaient encore la zone à leur recherche. Du côté des assaillants, il y aurait une soixantaine de tués, selon plusieurs sources militaires consultées par nos confrères de Rfi .Cette attaque est en tout cas la plus meurtrière jamais enregistrée dans cette zone frontalière avec le Mali. Jusqu'à l'heure où nous mettions sous presse, cette attaque n'a pas été encore revendiquée.

YAPI COULIBALY

Une attaque a été perpétrée dans l'après-midi du mardi 10 décembre 2019 contre un camp militaire à Inates, à 250 Km de la capitale Niamey, dans l'ouest du Niger. Cette énième attaque d'individus inconnus a suscité encore une fois l'indignation des autres états africains. Hier jeudi, le président de la République Alassane Ouattara a exprimé son soutien au peuple du Niger et à son Président. « Suite à l'attaque ignoble perpétrée contre une base militaire à Inates, j'exprime ma solidarité et ma profonde compassion au président Issoufou, au peuple frère du Niger et aux familles endeuillées ». C'est au moins 70 militaires qui ont trouvé la mort dans une des plus violentes et plus meurtrières attaques contre des positions de l'armée nigérienne. A la suite de cet incident dramatique, le président nigérien Mahamadou Issoufou a décrété trois jours de deuil national dans le pays. Il a reçu tout de même

Composition de la nouvelle Cei / Un groupe d'opposants a saisi la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples afin de contester la loi N° 2019-708 du 5 août 2019 portant recomposition de la Commission électorale indépendante (Cei).

Le Rhdp réagit à la décision de la Cour africaine



Un groupe d'opposants a saisi la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples afin de contester la loi N° 2019-708 du 5 août 2019 portant recomposition de la Commission électorale indépendante (Cei). Le 28 novembre 2019, à Arusha, la Cour a débouté les opposants ivoiriens. Cette nouvelle n'a pas manqué de faire réagir le Rhdp. Ci-dessous la déclaration du parti au pouvoir.

Mesdames et Messieurs, Le 28 novembre 2019, à Arusha (Tanzanie), la Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples a rendu une décision dans l'affaire Suy Bi Goré, Soro Kigbafori Guillaume, Kakou Guikahué Maurice, Djédjé Mady Alphonse, Kouassi Kouamé Patrice, Kouadjo François, Gnonkonté Gnessoa Désiré, Yao N'Guessan Justin Innocent et Trazéré Olibé Célestine, contre la République de Côte d'Ivoire, dans le cadre des contestations et griefs élevés contre la loi n°2019-708 du 05 août 2019, portant recomposition de la Commission électorale indépendante. Pour rappel, la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples a rendu le 18 novembre 2016, sur saisine de l'organisation non gouvernementale, action pour la

protection des droits de l'homme (Apdh), un arrêt relatif à la composition de La Commission électorale indépendante de l'Etat de Côte d'Ivoire. Dans cet arrêt, la Cour avait jugé que la Commission Electorale Indépendante ivoirienne, telle qu'elle ressort de la loi n°2014- 335 du 18 juin 2014, était un organe électoral déséquilibré au point où son indépendance et son impartialité étaient suspectées. Soucieux du respect des engagements internationaux de la Côte d'Ivoire, le Président de la République, Son Excellence Monsieur Alassane Ouattara, a instruit monsieur Le Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, à l'effet de mettre en place une commission chargée de réfléchir sur la réforme de la loi ainsi que son organe de gestion des élections, conformément à l'arrêt de la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples. Cette commission était essentiellement composée des membres des partis politiques et de la société civile. A la suite des débats qui se sont déroulés au sein de ladite commission. La loi n°2019-708 du 05 août 2019 a été adoptée par le parlement bicaméral de la République de Côte d'Ivoire, le mardi 30 juillet 2019 pour l'Assemblée nationale et le vendredi 2 août 2019 pour le Sénat. Contre toute attente, Messieurs, Suy Bi, Soro Kigbafori Guillaume, Kakou Guikahué Maurice, Djédjé Mady Alphonse, Kouassi Kouamé Patrice, Kouadjo François, Gnonkonté Gnessoa Désiré, Yao N'Guessan Justin Innocent et Madame Trazéré Olibé Célestine, ont déposé une plainte en date du 02 septembre 2019 pour contester la nouvelle loi sur la réforme de la Commission électorale indépendante. Pour ces plaignants, cette loi violerait les instruments de protection des droits de l'homme et des peuples. C'est pourquoi ceux-ci ont demandé à la Cour qu'elle ordonne immédiatement à la République de Côte d'Ivoire, de « surseoir provisoirement » à la mise en œuvre des instances de la Commission Electorale Indépendante, telle que résultant de la loi querellée, pour quelque élection que ce soit, jusqu'à ce que la Cour rende sa décision sur le fond. La Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, à l'unanimité, a jugé d'une part, que la demande de Monsieur Suy Bi Goré et autres n'est plus d'actualité, et d'autre part que les faits évoqués par eux ne relèvent pas d'une situation de gravité ou d'urgence qui présentent un risque de dommages irréparables aux personnes. Par conséquent, la Cour estime que les requérants n'ont pas soutenu leur demande par les éléments de preuve sérieux. Le Rhdp, Parti au pouvoir, prend acte de la décision de la Cour africaine des droits de

l'homme et des peuples et invite instamment la classe politique nationale au respect du verdict de cette juridiction internationale indépendante et impartiale. Le Rhdp invite les acteurs politiques à s'inscrire résolument dans le processus électoral afin de contribuer à la paix et à l'organisation d'élections apaisées en 2020. Le Rhdp tient à féliciter Son excellence Monsieur le président de la République et le gouvernement du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, pour la qualité des réformes opérées suite à des consultations ouvertes, transparentes et démocratiques conformément aux recommandations de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples.

Fait à Abidjan, le 12 décembre 2019 Le Ministre Kobenan Kouassi Adjoumani Porte-parole principal du Rhdp

En marge du sommet de Sotchi en Russie / Il serait sans doute exagéré de dire qu'au sommet de l'Etat, les hommes du RHDP sont dans une sorte de danse aux sabres pour le contrôle de la succession sur le siège présidentiel...

Que s'est-il passé entre Ouattara et Amon Tanoh chez Poutine ?

Présidentielle 2020 en Côte d'Ivoire **de façade** des populations désabusées



Il serait sans doute exagéré de dire qu'au sommet de l'Etat, les hommes du RHDP sont dans une sorte de danse aux sabres pour le contrôle de la succession sur le siège présidentiel, mais à entendre les informations qui parviennent de plus en plus, de sources très introduites, on ne peut s'empêcher de croire que le vin de bon voisinage tend vers le vinaigre et que l'approche de la présidentielle sera très riche en surprises. Aux dernières informations de la part de nos sources, entre le Président Alassane Ouattara et le ministre des Affaires étrangères, Marcel Amon Tanoh, il y aurait des échanges quelque peu corsés dans la période du 22 au 24 octobre 2019 en Russie. Du 22 au 24 octobre 2019, la cité de Sotchi a accueilli le tout premier sommet Russie-Afrique en vue du renforcement de la coopération entre la Russie et les pays du continent africain. Ce sommet a donc rassemblé les présidents africains autour du président Russe, Vladimir Poutine. Dans le cadre des préparatifs, les ministres des Affaires Etrangères de certains pays dont la Côte d'Ivoire ont devancé leurs présidents pour préparer diplomatiquement ce sommet. C'est donc dans ce cadre que le ministre des Affaires étrangères de Côte d'Ivoire, Marcel Amon Tanoh, aura devancé le président Alassane Ouattara en Russie. Selon nos sources, une fois en Russie, quelques jours avant la tenue du Sommet, le ministre Marcel Amon Tanoh aurait réussi à rencontrer le président Poutine et à avoir avec lui un entretien en privé, sans l'Ambassadeur de la Côte d'Ivoire en Russie, M. Roger Gnango. Au cours de cet entretien en privé, toujours selon nos sources, la question de l'élection présidentielle aurait été abordée, et c'est dans les échanges sur ce sujet important que le ministre ivoirien des Affaires étrangères aurait dit au président Russe sa préoccupation quant au candidat du RHDP, au cas où le

président Ouattara ne serait plus candidat. Mieux, nos sources avancent que le ministre Amon Tanoh n'aurait pas caché au président Poutine ses appréhensions sur l'éventuelle candidature de Amadou Gon Coulibaly pour le compte du RHDP, parce que, toujours au dire de nos sources, le ministre en face de Poutine trouverait que le dauphin pressenti et sans doute qui a les faveurs du Chef de l'Etat et président du RHDP, n'aurait pas la carrure pour battre l'opposition. Après cet entretien, lorsque vint le tour du Président Ouattara d'avoir un tête-à-tête en privé avec son homologue russe à son arrivée à Sotchi, ce dernier lui aurait fait cas des réserves de son ministre des Affaires étrangères sur le choix éventuellement porté sur le Premier ministre actuel pour défendre les couleurs du RHDP. A en croire encore nos sources, le Président ivoirien, après son entretien avec son homologue russe, aurait reçu, peu de temps après, son ministre des Affaires étrangères et les échanges n'auraient pas été cordiaux. Le président, disent nos sources, n'étant pas du tout content de son ministre, les échanges, sinon les remontrances, tenus en moins de 5 minutes auraient été musclés. On apprendra que le ministre n'a pu assister au Forum Russie-Afrique du 22 au 24 octobre, pour cause de soucis de santé et il aurait été admis de toute urgence à l'hôpital. De retour à Abidjan, il répond à l'invitation de l'émission la RTI reçoit, dans laquelle il fait le point de ce sommet de Sotchi. Mais dans les colonnes du journal "L'Esprit", l'une de ses phrases ne manque pas de sens, quand il dit : « Je continue d'apprendre avec passion ». D'aucuns diraient que le torchon brûlerait depuis entre le président Alassane Ouattara et son ministre Marcel Amon Tanoh au point où l'on parlerait même du départ imminent du second du gouvernement. Parce que selon les indiscretions persistantes, l'homme tiendrait à se porter candidat à la présidence de la République si jamais le Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly est choisi par le président de la République pour lui succéder au compte du RHDP, à l'élection présidentielle de 2020. Depuis, le film de la petite guerre de succession égraine ses épisodes. Que nous réserve demain ?

O CHÉRIF



En prélude au meeting conjoint du Front populaire ivoirien (FPI) de Laurent Gbagbo et du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), prévu le 21 décembre 2019, Assoa Adou et Maurice Kakou Guikahué, secrétaires généraux desdits partis politiques, ont co-animé une conférence de presse...

Bédié et Gbagbo décident : Tout va changer!

Bédié et Gbagbo décident : Tout va changer !



- ◆ **ça démarre le 21 décembre prochain**
- ◆ **Assoa Adou : « Nous sommes dans les derniers instants... »**
- ◆ **Kakou Guikahué : « Nous nous attelons à la mobilisation sur le terrain »**
- ◆ **Le FPI, le PDCI et la société civile gonflés à bloc**

En prélude au meeting conjoint du Front populaire ivoirien (FPI) de Laurent Gbagbo et du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), prévu le 21 décembre 2019, Assoa Adou et Maurice Kakou Guikahué, secrétaires généraux desdits partis politiques, ont co-animé une conférence de presse, hier jeudi 12 décembre 2019, à la maison du parti à Abidjan-Cocody pour annoncer des grandes actions populaires.

Après le report de leur meeting qui était prévu pour le 14 décembre 2019, le deuxième du genre, après celui, à succès de Treichville, Henri Konan, le président du PdcI-Rda et Laurent Gbagbo, le président du Fpi, ont décidé de passer la vitesse supérieure dans le combat de la conquête du pouvoir en 2020. les messages étaient à la mobilisation et au rappel des troupes lors de la conférence de presse conjointe, organisée par le professeur Maurice Kakou Guikahué, Secrétaire exécutif du PdcI et Dr Assoa Adou, Secrétaire général du Fpi de Laurent Gbagbo. les conférenciers ont donné rendez-vous à leurs militants pour le 21 décembre prochain, à la place Ficgayo de Yopougon. Maurice Kakou Guikahué a d'entrée de jeu fait savoir que le PdcI et le Fpi, depuis la rencontre entre Laurent Gbagbo et Henri Konan Bédié à Bruxelles, ont décidé désormais de se retrouver lorsque les grands sujets qui engagent la vie de la nation sont en jeu. la question de la réforme de la commission électorale indépendante (cei),

le retour au pays de l'ancien président Laurent Gbagbo et son ministre Charles Blé Goudé, le coût de la carte nationale d'identité (cni) sont autant de questions qui seront à l'ordre du jour le 21 décembre prochain à Yopougon. le second meeting conjoint PdcI-Fpi est donc d'une extrême importance. il se déroule à une période qui coïncide avec la visite en Côte d'Ivoire du président Français, Emmanuel Macron, qui aura lieu du 20 au 22 décembre prochain, sauf changement de dernière minute.

Des actions populaires en vue Maurice Kakou Guikahué, avant d'ajouter : « nous continuons à soutenir que la cei actuelle n'est pas consensuelle. et malgré cela, ils veulent installer les cei locales. Mais ces cei locales seront fausses, car les partis significatifs de l'opposition n'y sont pas représentés. en dehors du RHDp, les autres acteurs, notamment la société civile n'auront pas de représentants au sein de ces cei locales. D'ailleurs la société civile ne participe aux élections, alors comment peut-elle avoir des représentants au sein de ces cei ? c'est pourquoi nous disons qu'à part la cei centrale où il y a des soi-disant opposants, les cei locales sont complètement fausses et ne sont pas représentatives. ensuite, nous continuons à dénoncer cette cni que le régime veut faire payer aux ivoiriens. cette cni doit être gratuite, vu la paupérisation des ivoiriens. tous ces faits justifient la tenue de ce meeting au cours duquel nous allons dénoncer toutes ces choses et appeler le régime RHDp à ouvrir les discussions. (...) M Igré ça, même si les élections ont lieu, il est impossible pour le RHDp de battre le Fpi et le PdcI réunis, surtout dans leurs fiefs. c'est pourquoi au moment où le régime jette son dévolu sur la Cei, nous nous attelons à la mobilisation sur le terrain», a soutenu Maurice Kakou Guikahué. Assoa a pour sa part donné la position de son parti. « le Fpi sera présent aux futures élections, avec son candidat, malgré cette cei. cependant, il est important que nous continuons nos meetings qui sont des moyens démocratiques pour nous faire entendre. et nous continuerons à nous battre démocratiquement pour avoir gain de cause. Depuis janvier 2019, le président Gbagbo nous a instruits pour œuvrer à la réconciliation nationale. au cours de ce second qui est extrêmement important, nous parlerons aux ivoiriens de la question de la réforme de la cei, du retour au pays du président Laurent Gbagbo et du ministre Charles Blé Goudé, et des difficultés que vivent les ivoiriens



Assoa Adou, Secrétaire Général du Fpi de Gbagbo

», a-t-il martelé. De retour de Bruxelles, Dr Assoa Adou avait annoncé les couleurs concernant les consignes et la stratégie de combat de son parti pour 2020. « trop c'est trop ! nous allons engager une série d'actions pacifiques », a-t-il lancé, avant d'indiquer que le pays est dans un "coma". Donnant les nouvelles de Laurent Gbagbo, Assoa Adou, s'est voulu rassurant. « nous sommes dans les derniers moments de sa prise en otage. Mais, grâce à vous, il viendra nous retrouver pour que nous arrivions à conclure le travail que vous êtes en train de faire. [...] il vous encourage à continuer le même combat parce que la victoire est proche » a déclaré le bras droit de Laurent Gbagbo.

SERGE A. BADET